

Léger rebond de l'emploi et stabilité du chômage

La reprise de l'activité s'est confirmée au premier trimestre 2010. Elle devrait se poursuivre à un rythme modéré tout au long de l'année. De nombreuses incertitudes subsistent, notamment l'impact des mesures de redressement des finances publiques. Le marché du travail francilien se stabilise. L'emploi progresse très légèrement, au même rythme qu'en France métropolitaine. Le nombre de demandeurs d'emploi continue d'augmenter début 2010 mais de façon nettement ralentie.

Julie Roy, Insee Ile-de-France
François Rageau, DIRECCTE

Au premier trimestre 2010, la croissance est restée modeste en Europe alors qu'elle a été soutenue aux Etats-Unis et au Japon. La décélération des dispositifs d'aide à l'achat d'automobiles, la faiblesse des revenus et la surcapacité dans l'industrie ont pénalisé la demande intérieure des économies européennes. L'activité progresserait davantage au deuxième trimestre 2010. Le dynamisme du commerce mondial soutiendrait la croissance dans les économies avancées. La dépréciation de l'euro favoriserait les exportations des pays de la zone euro.

La situation serait un peu moins favorable au second semestre sous l'effet du retrait progressif des mesures de relance, du ralentissement des économies émergentes et de la mise en œuvre de plans de redressement budgétaire. Dans le sillage de la crise grecque, plusieurs Etats européens s'engagent dans des politiques budgétaires restrictives relativement sévères. Leur croissance pourrait en être affectée. Les situations conjoncturelles seraient alors relativement différentes en Europe : la croissance de l'Allemagne,

soutenue par ses exportations, serait dynamique tandis que l'Espagne peinerait à sortir de la récession et que la plupart des pays européens connaîtraient des croissances faibles.

En France, faible reprise en 2010

Au premier trimestre 2010, la croissance du PIB en France a été faible (+ 0,1 %), soutenue principalement par le commerce extérieur. Après un léger rebond au deuxième trimestre (+ 0,5 %), la croissance française serait modeste au second semestre (+ 0,4 % chaque trimestre). Après la baisse de 2,5 % en 2009, le PIB français croîtrait de 1,4 % en 2010. Les exportations, soutenues par la dépréciation de l'euro, resteraient dynamiques mais ralentiraient progressivement dans le sillage du commerce mondial.

L'activité dans les services constituerait le principal moteur de l'activité en 2010. Après un léger rebond au deuxième trimestre 2010, la production manufacturière retrouverait une progression plus modérée.

Cependant, la production industrielle resterait fin 2010 encore très inférieure à son niveau d'avant la crise. Le secteur de la construction est toujours déprimé au premier trimestre 2010 (- 1,9 %). A un contexte de baisse généralisée de l'investissement, s'est ajouté un hiver rigoureux.

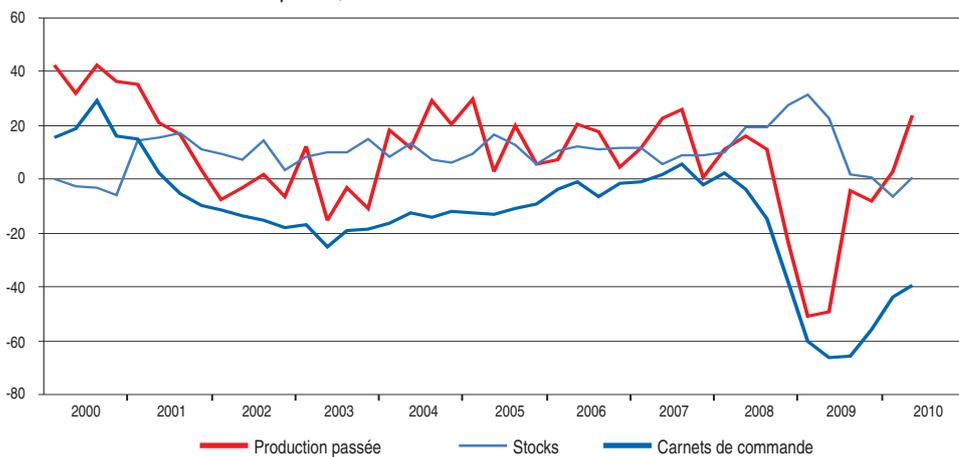
La situation du marché du travail se stabiliserait. Après avoir fortement baissé en 2009, l'emploi salarié augmenterait très légèrement en 2010 (+ 0,3 %). Le secteur tertiaire marchand a créé des

Autres contributeurs du diagnostic conjoncturel

CERC Ile-de-France : Hervé Vibert
Région Ile-de-France : Florence Rey
Crocis de la CCIP : Mickaël Le Prial
CRT : Aurélian Catana
DIRECCTE : Bernard Simonin
DGDDI Ile-de-France : Catherine Etcheberry-Levan
GIM : Jean-Pierre Fossaert
Pôle emploi : Olivier Jugand
Pôle emploi services : Céline Braconnier
PRIF : Christophe Centonze
RGF : Eliane Dié

1 Une reprise de la production, les carnets un peu mieux remplis

Unité : % de solde d'opinion, données CVS



Source : Insee, enquête trimestrielle nationale de conjoncture dans l'industrie pondérée par la structure régionale des établissements selon leur secteur d'activité et leur taille

emplois dès le second semestre 2009, grâce principalement à l'emploi intérimaire. Sa progression s'amplifierait en 2010. L'industrie continuerait à détruire des emplois. La crise n'a fait qu'accentuer un phénomène débuté depuis le début des années 2000. Dans la construction, l'emploi se contracterait toujours mais avec un moindre ampleur. Le taux de chômage s'est stabilisé à 9,5 % de la population active en France métropolitaine au premier trimestre 2010 ; il devrait rester stable jusqu'à fin 2010. La légère hausse de l'emploi s'accompagne, en effet, d'une augmentation de la population active.

Une reprise modérée de l'activité selon les chefs d'entreprise franciliens

En Ile-de-France, l'activité économique continue à mieux se comporter début 2010 qu'en 2009. Au deuxième trimestre 2010, en tenant compte de la

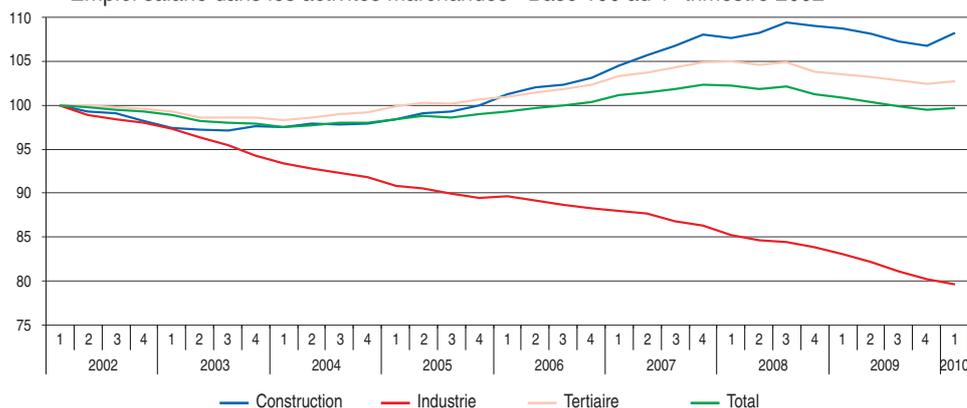
structure sectorielle de l'Ile-de-France, l'activité dans l'industrie francilienne progresserait, selon les chefs d'entreprise interrogés en avril. Leurs perspectives de production semblent s'améliorer de nouveau. Les stocks sont jugés bas et le niveau des carnets s'étoffe un peu 1. Au second trimestre 2010, l'activité dans le commerce de détail et le commerce de gros s'améliore légèrement selon les chefs d'entreprise interrogés en mai.

L'emploi salarié en légère hausse en Ile-de-France au premier trimestre

Au premier trimestre 2010, 9 500 emplois salariés sont créés en Ile-de-France dans les activités marchandes, y compris intérim. Cette hausse de l'emploi salarié, qui succède à cinq trimestres consécutifs de baisse, est comparable à celle observée au niveau national (+ 0,2 %). En revanche, hors intérim, l'emploi métropolitain reste légè-

2 L'emploi salarié en très légère hausse

Emploi salarié dans les activités marchandes - Base 100 au 1^{er} trimestre 2002



Source : Insee, estimations d'emploi

rement en baisse alors qu'il augmente en Ile-de-France.

La situation de l'emploi francilien s'améliore dans tous les secteurs concurrentiels à l'exception de l'industrie (- 0,8 % au premier trimestre 2010) 2. Dans les services marchands, l'emploi francilien, hors emplois intérimaires, augmente légèrement (+ 0,2 %) au premier trimestre 2010. La hausse est importante dans le secteur des « Autres activités de services » (+ 2,1 %) qui regroupe notamment les métiers des arts et des spectacles, les activités récréatives et associatives ainsi que les « services à la personne ». L'emploi intérimaire augmente toujours mais à un rythme moins soutenu (+ 2,4 % début 2010 contre + 4,3 % fin 2009).

Dans la région, une création d'emploi sur deux a lieu dans la capitale. Celles-ci se situent principalement dans le secteur des « Autres activités de services » et de l'« Information et communication ». En revanche, les départements de la Seine-et-Marne et des Hauts-de-Seine perdent des emplois.

Comparé aux trimestres précédents, le chômage se stabilise à un niveau élevé au premier trimestre 2010. Le taux de chômage localisé s'établit en Ile-de-France à 8,4 %. Il reste cependant l'un des plus faibles de France, nettement en dessous du niveau national (9,5 %) 3. Comme au quatrième trimestre 2009, seules la Bretagne et le Limousin ont un taux de chômage plus faible.

Tous les départements franciliens ont été fortement affectés par la dégradation du marché du travail depuis le quatrième trimestre 2008. Les départements de la grande couronne, l'Essonne, la Seine-et-Marne et les Yvelines, ont été touchés par la hausse du chômage en 2009. Ils restent, cependant, parmi les départements français dont le chômage est le plus faible en 2009. Au premier trimestre 2010, leur taux de chômage recule très légèrement. A l'opposé, le département de la Seine-Saint-Denis demeure l'un des départements français les plus affectés. Avec un taux de chômage de 11,4 % début 2010, c'est le seul département francilien où le chômage augmente.

L'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi ralentit nettement début 2010

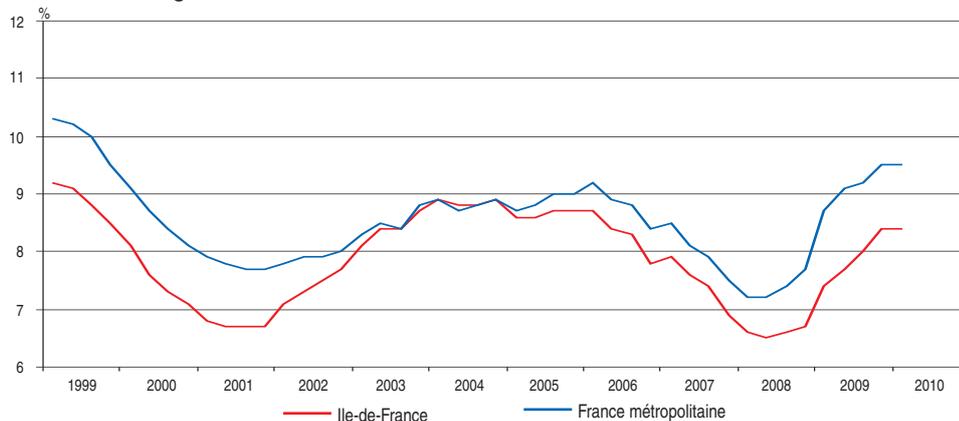
La reprise des offres d'emploi constatée en Ile-de-France au second semestre 2009 se confirme au cours des cinq premiers mois de 2010 (+ 9,2 % par rapport au semestre précédent). Cependant, le niveau d'avant la crise n'est pas encore retrouvé.

Les inscriptions à Pôle emploi étaient relativement importantes en 2009 (plus de 90 000 par mois), mais elles reculent nettement depuis le début 2010. Dans le même temps, les sorties de Pôle emploi augmentent début 2010 (+ 12,6 %).

A la fin du mois de mai 2010, 704 000 demandeurs inscrits à Pôle emploi sont immédiatement disponibles pour occuper un emploi en Ile-de-France. Parmi eux, 506 000 n'ont pas travaillé durant le mois précédent. Depuis le début de l'année, la demande d'emploi continue de progresser mais à un rythme très ralenti : + 0,3 % en rythme mensuel (contre + 1,2 % au semestre précédent). En France métropolitaine, la hausse mensuelle (catégories A, B et C) est de + 0,5 %.

La progression de la demande d'emploi (catégories A, B et C) s'est nettement ralentie dans tous les départements. Le nombre d'inscrits a progressé faiblement à Paris et dans les Hauts-de-Seine. Il a continué d'augmenter à un rythme plus soutenu en Seine-Saint-Denis, dans le Val-d'Oise et en Essonne, mais les progressions sont ce-

Le chômage se stabilise à un niveau élevé



Données en moyenne trimestrielle et corrigées des variations saisonnières (CVS).

Source : Insee, taux de chômage localisés

pendant beaucoup moins importantes que celles de l'année précédente.

Fait nouveau, le nombre de jeunes demandeurs d'emploi a reculé depuis décembre 2009 (- 0,3 % en moyenne mensuelle), sous l'effet de la reprise de l'intérim et des politiques gouvernementales en leur faveur. En revanche, l'augmentation du nombre de seniors inscrits à Pôle emploi n'a que faiblement ralenti (+ 0,9 % par mois) .

Alors que les nouveaux demandeurs d'emploi s'inscrivaient, au début de la crise, souvent sur des métiers en lien avec l'industrie, on observe maintenant une diffusion à des familles de métiers jusque là épargnées, comme la santé et action sociale.

Signes d'amélioration sur le marché du logement

Le marché du logement confirme son amélioration. Les ventes de logements neufs ont encore progressé en Ile-de-France

au premier trimestre 2010 (+ 27,5 % par rapport au même trimestre de 2009) ; l'encours de logements neufs proposés à la vente continue de baisser. Depuis le troisième trimestre 2009, les prix des logements anciens ont augmenté dans la région. Cette hausse est de 2,4 % au premier trimestre 2010. En un an, les prix franciliens sont à nouveau en hausse (+ 1,0 %).

Les perspectives d'activité sont contrastées dans le secteur du bâtiment. En mai 2010, le nombre de logements autorisés

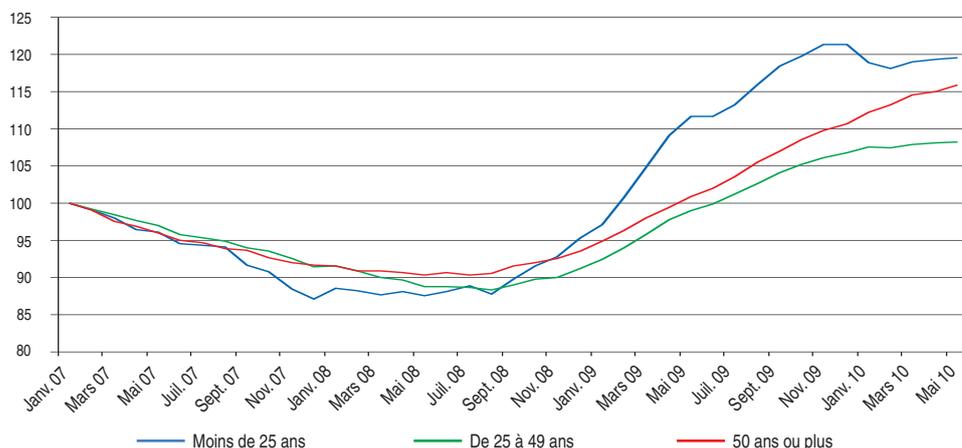
Sources et définition

Les estimations trimestrielles d'emploi sont fondées sur les évolutions d'emploi issues principalement des statistiques établies par les Urssaf à partir des déclarations des établissements versant des cotisations sociales. Tous les établissements sont pris en compte, sans distinction de taille. L'Insee interroge également directement certaines grandes entreprises nationales sur l'évolution de leurs effectifs. L'indicateur d'emploi intérimaire est élaboré par la Dares (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques) à partir des déclarations mensuelles des entreprises de travail temporaire adressées à Pôle emploi. Les séries trimestrielles sont calées sur les estimations annuelles qui sont produites à partir du dispositif ESTEL (Estimations d'emploi localisé). Ces estimations sont corrigées de la multiactivité et correspondent à un concept d'emploi répertorié au sens du Bureau international du travail (BIT). Ainsi, toute personne ayant effectué un travail déclaré au cours de la dernière semaine de l'année est comptabilisée.

DEFM : les demandeurs d'emploi en fin de mois sont les personnes inscrites à Pôle emploi et ayant une demande en cours au dernier jour du mois.

Forte progression des demandes d'emploi parmi les seniors

Base 100 en janvier 2007



Champ : demandeurs d'emploi de catégorie ABC (CVS) en fin de mois.

Sources : Pôle emploi et Dares

5 Le succès du statut d'auto-entrepreneur se poursuit

Données brutes

	1 ^{er} trimestre 2009		2 ^e trimestre 2009		3 ^e trimestre 2009		4 ^e trimestre 2009		1 ^{er} trimestre 2010	
	Ensemble des créations	Part des auto-entrepreneurs (en %)	Ensemble des créations	Part des auto-entrepreneurs (en %)	Ensemble des créations	Part des auto-entrepreneurs (en %)	Ensemble des créations	Part des auto-entrepreneurs (en %)	Ensemble des créations	Part des auto-entrepreneurs (en %)
Ile-de-France	30 300	38,4	34 300	54,1	29 200	53,1	36 600	54,4	43 400	57,6
Industrie	1 000	44,7	1 100	50,0	1 000	53,6	1 200	47,7	1 400	52,2
Construction	3 800	20,1	3 600	37,3	3 200	38,3	4 100	39,6	5 100	46,0
Commerce, transports, hébergement et restauration	7 800	33,2	8 500	43,1	7 100	42,4	8 300	43,2	9 600	46,8
Information et communication	2 800	49,3	3 200	61,0	2 600	59,3	3 200	60,4	3 800	64,1
Activités financières	700	10,2	800	18,0	700	13,3	900	12,3	800	16,9
Activités immobilières	800	13,4	800	19,5	700	13,9	900	14,8	1 100	15,5
Activités de services	8 800	43,8	10 300	62,9	8 600	62,4	11 200	61,5	13 900	64,4
Enseignement, santé, action sociale	2 200	41,6	2 700	63,2	2 800	58,9	3 500	68,5	3 600	69,2
Autres activités de services	2 500	62,9	3 300	78,4	2 600	76,3	3 400	80,6	4 000	81,7
France (y compris Dom)	136 900	45,9	153 300	58,2	135 000	58,0	155 000	57,9	182 500	60,7

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements

à être construits en Ile-de-France au cours des 12 derniers mois augmente légèrement (+ 0,7 %) par rapport aux douze mois précédents, tandis qu'il recule dans l'Hexagone (- 3,7 %). Dans le bâtiment non résidentiel, l'activité reste très dégradée. La surface des locaux commencés recule en mai 2010 de 20,9 % et celle des locaux autorisés à être construits baisse de 34,8 % au cours des douze derniers mois par rapport aux douze mois précédents.

3 créateurs d'entreprises sur 5 sont des auto-entrepreneurs

Depuis le début de 2010, l'engouement pour le statut de l'auto-entrepreneur ne faiblit pas. Le nombre de

Pour en savoir plus

Roy J., Satger O. : « En Ile-de-France, l'emploi résiste mieux à la crise », *Insee Ile-de-France à la page*, n° 335, mai 2010.

« Evolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Ile-de-France », DRTEFP, avril 2010.

Rageau F., Roy J. : « Légère reprise de l'activité sans amélioration de la situation de l'emploi », *Insee Ile-de-France à la page*, n° 327, février 2010.

créations effectuées dans le cadre de ce dispositif progresse de 26 % comparé au trimestre précédent (contre 24 % en France). L'activité des auto-entrepreneurs est majoritairement tournée vers les services : près de 70 % des créations d'entreprises ayant opté pour ce statut exercent leur activité dans ces secteurs 5.

Au 1^{er} trimestre 2010, en Ile-de-France, le nombre de créations d'entreprises, hors auto-entrepreneurs, recule de 4 % comparé au trimestre précédent (- 8 % en France).

En 2009, les entreprises franciliennes se sont révélées plus solides. Les défaillances d'entreprises ont été moins nombreuses qu'en 2008 (- 10 %), alors qu'en France métropolitaine elles augmentaient de 5 % en un an.

Des signes de reprise dans l'hôtellerie de tourisme

Après un an et demi de baisse, la fréquentation de l'hôtellerie de tourisme repart à la hausse depuis le début de 2010. La reprise de l'activité, perceptible dès février 2010 pour les hôtels 3 et 4 étoiles,

concerne maintenant l'ensemble des catégories. En avril 2010, le taux d'occupation s'établit à 71,4 %. Cette relative stabilité par rapport à avril 2009 est encourageante compte tenu des perturbations occasionnées par le volcan Eyjafjöll qui ont provoqué une baisse de près de 20 % du trafic total dans les aéroports franciliens en avril.

Au cours des quatre premiers mois de l'année, le nombre de nuitées a augmenté de 3,4 % par rapport aux quatre premiers mois de l'année 2009. Cette reprise est essentiellement due à la clientèle française. La fréquentation de la clientèle étrangère est toujours en net repli en raison du recul important de la clientèle européenne, dont le nombre de nuitées baisse de 5,8 % au premier quadrimestre 2010 par rapport à la même période en 2009. Les visiteurs britanniques sont particulièrement moins nombreux. La nette baisse de l'euro pourrait cependant stimuler le retour de plusieurs clientèles étrangères dès l'été, en particulier les Britanniques et les Américains.

Rédaction achevée le 2 juillet 2010

INSTITUT NATIONAL
DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Direction régionale d'Ile-de-France

7, rue Stephenson - Montigny-le Bretonneux
78188 Saint-Quentin-en-Yvelines cedex

© Insee 2010

Directrice de la publication : Sylvie Marchand
Comité de rédaction : Patrick Pétour
Chef de projet : Benoît Pentinat
Rédactrice en chef : Christel Collin
Secrétaire de rédaction : Françoise Beauflis
Conception graphique : PAO Insee Ile-de-France
Maquette : Nathalie Droux - Nicolas Renaud
Impression : S. N. Rafal

Publication téléchargeable à partir du site Internet : www.insee.fr/ile-de-france

ISSN 0984-4724
Commission paritaire n° 2133 AD
Code Sage I1034152

Dépôt légal : 2^e semestre 2010

Insee Ile-de-Fr@nce Infos : la Lettre d'information électronique vous informe tous les mois de l'activité de l'Insee Ile-de-France

www.insee.fr/ile-de-france